

JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE DU CONGO

paraissant le jeudi de chaque semaine à Brazzaville

DESTINATIONS	ABONNEMENTS			NUMERO
	1 AN	6 MOIS	3 MOIS	
REPUBLIQUE DU CONGO	24.000	12.000	6.000	500 F CFA
	Voie aérienne exclusivement			
ETRANGER	38.400	19.200	9.600	800 F CFA

- Annonces judiciaires et légales et avis divers : 460 frs la ligne (il ne sera pas compté moins de 5.000 frs par annonce ou avis).
Les annonces devront parvenir au plus tard le jeudi précédant la date de parution du "JO".
□ Propriété foncière et minière : 8.400 frs le texte. □ Déclaration d'association : 15.000 frs le texte.

DIRECTION : TEL./FAX : (+242) 281.52.42 - BOÎTE POSTALE 2.087 BRAZZAVILLE - Email : journal.officiel@sgg.cg
Règlement : espèces, mandat postal, chèque visé et payable en République du Congo, libellé à l'ordre du **Journal officiel**
et adressé à la direction du Journal officiel et de la documentation.

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

A - TEXTES GENERAUX

- DECRETS ET ARRETES -

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

28 mars Décret n° 2019-58 fixant les modalités de désignation des membres du Conseil économique, social et environnemental..... 335

MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'HYDRAULIQUE

25 mars Arrêté n° 5168 portant application de la redevance due par les opérateurs du secteur de l'électricité 336

25 mars Arrêté n° 5169 portant application de la redevance due par les producteurs autonomes de l'eau... 337

MINISTERE DES AFFAIRES FONCIERES ET DU DOMAINE PUBLIC

29 mars Arrêté n° 5485 portant cessibilité d'un terrain rural d'une superficie de cinquante hectares cinquante ares (50ha 50a), situé au lieu-dit «NKOUGNI», district de Mvouti, département du Kouilou.... 338

B - TEXTES PARTICULIERS

MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE, DE LA REFORME DE L'ETAT, DU TRAVAIL ET DE LA SECURITE SOCIALE

- Nomination..... 345

MINISTERE DES FINANCES ET DU BUDGET

- Agrément (Retrait)..... 345
- Agrément..... 345

**MINISTERE DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES,
DE L'ARTISANAT ET DU SECTEUR INFORMEL**

- Nomination..... 346

**MINISTERE DE LA JEUNESSE
ET DE L'EDUCATION CIVIQUE**

- Nomination..... 346

PARTIE NON OFFICIELLE**- ANNONCE -**

- Déclaration d'associations..... 349

PARTIE OFFICIELLE

A - TEXTES GENERAUX

- DECRETS ET ARRETES -

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

Décret n° 2019-58 du 28 mars 2019 fixant les modalités de désignation des membres du Conseil économique, social et environnemental

Le Président de la République,

Vu la Constitution ;

Vu la loi organique n° 27-2018 du 7 août 2018 portant organisation, composition et fonctionnement du Conseil économique, social et environnemental ;

Vu le décret n° 2017-371 du 21 août 2017 portant nomination du Premier ministre, chef du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2017-373 du 22 août 2017 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2017-402 du 10 octobre 2017 relatif aux attributions du ministre de l'économie, de l'industrie et du portefeuille public ;

En Conseil des ministres,

Décète :

Article premier : Le présent décret précise, en application des articles 27, 28, 30 et 31 de la loi organique n° 27-2018 du 7 août 2018 susvisée, les modalités de désignation des membres du Conseil économique, social et environnemental, représentant les principales branches d'activités économiques, socioculturelles et environnementales.

Article 2 : Tout membre d'une organisation ou d'une profession, énoncée à l'article 27 de la loi organique n° 27-2018 du 7 août 2018 susvisée, candidat au Conseil économique, social et environnemental, dépose auprès de la structure à laquelle il appartient, un dossier constitué de :

- un curriculum vitae ;
- un extrait d'acte de naissance ;
- un certificat de nationalité ;
- un extrait du casier judiciaire ;
- une copie certifiée conforme de la carte professionnelle ou de tout document en tenant lieu.

Article 3 : Chaque structure qui reçoit les candidatures de ses membres les centralise, procède à une présélection et à la désignation de ses candidats, en assemblée générale ou par l'instance habilitée à cet effet.

En tant que de besoin, plusieurs structures ayant le même objet se réunissent en assemblée générale ou

dans le cadre d'une instance habilitée pour désigner le ou les candidat(s) relevant de leurs structures.

Article 4 : Les structures présentant des candidats fournissent les preuves établissant qu'elles :

- jouissent de la capacité juridique ;
- sont habilitées à présenter des candidats ;
- bénéficient d'une ancienneté dans l'exercice de leurs activités de plus de trois ans ;
- ont tenu une assemblée générale ou une réunion de l'instance habilitée pour désigner les candidats qu'elles présentent.

Article 5 : Le nombre de candidats désignés par chaque structure est le triple de celui fixé par l'article 27 de la loi organique n° 27-2018 du 7 août 2018 susvisée.

La moitié au moins des candidatures à transmettre pour nomination est composée de femmes.

Article 6 : Les responsables des structures en charge de la désignation des candidats adressent les dossiers complets des candidatures retenues au ministre chargé de l'économie, en y joignant le procès-verbal de la désignation des candidats.

Les listes nominatives des candidats, aux dossiers conformes, proposées par les structures en charge de la désignation, sont transmises à la Présidence de la République pour nomination.

Article 7 : Les candidats retenus sont nommés par décret du Président de la République, membres du Conseil économique, social et environnemental.

Article 8 : Le présent décret, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires notamment celles du décret n° 2003-64 du 13 mai 2003 fixant les modalités de désignation des membres du Conseil économique et social, sera enregistré et publié au Journal officiel de la République du Congo.

Fait à Brazzaville, le 28 mars 2019

Par le Président de la République,

Denis SASSOU-N'GEUSSO

Le Premier ministre, chef du Gouvernement,

Clément MOUAMBA

Le vice-Premier ministre, chargé de la fonction publique, de la réforme de l'Etat, du travail et de la sécurité sociale,

Firmin AYESEA

Le ministre d'Etat, ministre de l'économie, de l'industrie et du portefeuille public,

Gilbert ONDONGO

La ministre du tourisme et de l'environnement,

Arlette SOUDAN-NONAUT

La ministre des affaires sociales
et de l'action humanitaire,

Antoinette DINGA DZONDO

**MINISTERE DE L'ENERGIE
ET DE L'HYDRAULIQUE**

Arrêté n° 5168 du 25 mars 2019 portant application de la redevance due par les opérateurs du secteur de l'électricité

Le ministre de l'énergie
et de l'hydraulique,

Le ministre des finances
et du budget,

Vu la Constitution ;

Vu la loi n° 14-2003 du 10 avril 2003 portant code de l'électricité ;

Vu la loi n° 16-2003 du 10 avril 2003 portant création de l'organe de régulation du secteur de l'électricité ;

Vu la loi n° 17-2003 du 10 avril 2003 portant création du fonds de développement du secteur de l'électricité ;

Vu la loi n° 36-2017 du 3 octobre 2017 portant loi organique relative aux lois de finances ;

Vu la loi n° 40-2018 du 28 décembre 2018 portant loi de finances pour l'année 2019 ;

Vu le décret n° 2017-247 du 17 juillet 2017 fixant les modalités de délégation de gestion du service public de l'électricité ;

Vu le décret n° 2017-248 du 17 juillet 2017 fixant les conditions d'exercice de la production indépendante de l'électricité ;

Vu le décret n° 2017-249 du 17 juillet 2017 fixant les conditions de l'autoproduction de l'électricité ;

Vu le décret n° 2017-251 du 17 juillet 2017 fixant les modalités de paiement de la redevance due par les opérateurs du secteur de l'électricité ;

Vu le décret n° 2017-371 du 21 août 2017 portant nomination du Premier ministre, chef du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2017-373 du 22 août 2017 portant nomination des membres du Gouvernement,

Arrêtent :

Article premier : Le présent arrêté porte application de la redevance due par les opérateurs du secteur de l'électricité.

Article 2 : Sont assujetties à la redevance, les activités réalisées par les opérateurs du secteur de l'électricité en vue de la vente de l'énergie électrique.

Toutefois, l'activité de production et de vente de l'électricité exercée dans une zone rurale ou dans une zone économique spéciale n'est pas soumise à la redevance conformément à la réglementation en vigueur.

Article 3 : La redevance due par les opérateurs du

secteur de l'électricité est perçue au profit du budget de l'Etat et des agences mises en place dans le secteur de l'électricité.

Article 4 : Le produit de la redevance due par les opérateurs du secteur de l'électricité ainsi que celui des amendes subséquentes sont répartis comme suit :

- 20% pour le trésor public ;
- 20% pour l'agence de régulation du secteur de l'électricité ;
- 60% pour l'agence nationale de l'électrification rurale.

Article 5 : La redevance due par les opérateurs du secteur de l'électricité est calculée sur la base du chiffre d'affaires hors taxes réalisé par les producteurs et les auto-producteurs de l'électricité.

Article 6 : Conformément à la loi de finances, le taux applicable pour le calcul de la redevance est fixé à :

- 1% du chiffre d'affaires annuel pour les producteurs de l'électricité ;
- 0,75% du chiffre d'affaires annuel pour les auto-producteurs.

Article 7 : La redevance due par les opérateurs du secteur de l'électricité est collectée par le fonds de développement du secteur de l'électricité.

Tout assujetti au paiement de la redevance est tenu de communiquer au fonds de développement du secteur de l'électricité, tous les éléments d'information nécessaires au calcul du montant de la redevance.

Les éléments d'information visés à l'alinéa précédent sont déclarés trimestriellement sur la base d'un formulaire fourni à l'opérateur par le fonds de développement du secteur de l'électricité. Ces éléments servent de preuve de constatation du fait générateur de la redevance.

Article 8 : Le formulaire dûment rempli doit être déposé au fonds de développement du secteur de l'électricité entre le 10 et le 20 du mois qui suit la fin de chaque trimestre.

Le recouvrement de la redevance, dans les délais requis, est précédé d'un état de liquidation et d'un ordre de recette établi par le fonds de développement du secteur de l'électricité, à l'ordre de l'opérateur concerné.

L'état de liquidation indique distinctement la répartition de la recette entre les différents bénéficiaires.

Article 9 : L'acquittement des sommes relatives à la redevance due par les opérateurs du secteur de l'électricité se fait auprès de l'agent comptable du fonds de développement du secteur de l'électricité, en contrepartie d'une quittance.

L'acquittement se fait, soit par virement ou par cheque libellé au nom du fonds de développement du secteur de l'électricité, soit par remise d'espèces.

Article 10 : Toute erreur ou omission dans la déclaration du redevable est d'office redressée par le fonds de développement du secteur de l'électricité sur la base des éléments de contrôle mis à sa disposition par l'agence de régulation du secteur de l'électricité.

Le redressement est notifié au redevable dans un délai maximum de trente (30) jours, à compter de la date de réception de la déclaration.

Article 11 : En cas de déclaration tardive ou d'absence de déclaration, le fonds de développement du secteur de l'électricité procède au calcul et à la détermination du montant de la redevance, sur la base des éléments mis à sa disposition et, éventuellement, ceux résultant des contrôles effectués par l'agence de régulation du secteur de l'électricité.

Article 12 : En cas de cessation d'activités, la déclaration doit être faite dans un délai de quinze (15) jours, à compter du jour de la fermeture définitive.

Article 13 : Tout retard constaté dans le paiement de la redevance entraîne, sans préjudice des autres sanctions prévues par la loi n°14-2003 du 10 avril 2003 portant code de l'électricité, une majoration de 10% du droit exigible.

En cas de défaut de paiement, le montant de la redevance dû est majoré de 100%.

Article 14 : Le paiement des parts de la redevance et des amendes à affecter au trésor public et aux agences bénéficiaires se fait, soit par remise de chèques, soit par virement effectué par l'agent comptable du fonds de développement du secteur de l'électricité.

Article 15 : Le directeur général du trésor public, le directeur général de l'agence de régulation du secteur de l'électricité ainsi que le directeur général du fonds de développement du secteur de l'électricité sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 16 : Le présent arrêté sera enregistré, publié au Journal officiel et communiqué partout où besoin sera.

Fait à Brazzaville, le 25 mars 2019

Le ministre de l'énergie et de l'hydraulique,

Serge Blaise ZONIABA

Le ministre des finances et du budget,

Calixte NGANONGO

Arrêté n° 5169 du 25 mars 2019 portant application de la redevance due par les producteurs autonomes de l'eau

Le ministre de l'énergie et de l'hydraulique,

Le ministre des finances et du budget,

Vu la Constitution ;

Vu la loi n° 13-2003 du 10 avril 2003 portant code de l'eau ;

Vu la loi n° 38-2008 du 31 décembre 2008 portant création de l'agence nationale de l'hydraulique rurale ;

Vu la loi n° 36-2017 du 3 octobre 2017 portant loi organique relative aux lois de finances ;

Vu la loi n° 40-2018 du 28 décembre 2018 portant loi de finances pour l'année 2019 ;

Vu le décret n° 2008-66 du 3 avril 2008 fixant les modalités et conditions d'exercice de l'activité de production autonome de l'eau ;

Vu le décret n° 2017-371 du 21 août 2017 portant nomination du Premier ministre, chef du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2017-373 du 22 août 2017 portant nomination des membres du Gouvernement,

Arrêtent :

Article premier : Le présent arrêté porte application de la redevance due par les producteurs autonomes de l'eau.

Article 2 : Est assujetti à la redevance, tout système de production autonome de l'eau relevant du régime de l'autorisation administrative.

Article 3 : La redevance due par les producteurs autonomes de l'eau est perçue au profit du budget de l'Etat et des agences mises en place dans le secteur de l'eau.

Article 4 : Le produit de la redevance due par les producteurs autonomes de l'eau ainsi que celui des amendes subséquentes sont répartis comme suit :

- 20% pour le trésor public ;
- 20% pour l'organe de régulation du secteur de l'eau ;
- 60% pour l'agence nationale de l'hydraulique rurale.

Article 5 : La redevance de prélèvement des eaux due par les producteurs autonomes de l'eau est calculée sur la base des usages ci-après :

- usages agropastoraux : 0 franc CFA/m³ d'eau prélevée ;
- usages domestiques : 10 francs CFA/m³ d'eau prélevée ;
- usages miniers : 20 francs CFA/m³ d'eau prélevée ;
- usages industriels : 100 francs CFA/m³ d'eau prélevée ;
- usages commerciaux : 400 francs CFA/m³ d'eau prélevée.

Article 6 : La redevance due par les producteurs autonomes de l'eau est collectée par le fonds de développement du secteur de l'eau.

Tout assujetti au paiement de la redevance est tenu de communiquer au fonds de développement du secteur de l'eau, tous les éléments d'information nécessaires au calcul du montant de la redevance.

Les éléments d'information visés à l'alinéa précédent sont déclarés trimestriellement sur la base d'un formulaire fourni à l'opérateur par le fonds de développement du secteur de l'eau. Ces éléments servent de preuve de constatation du fait générateur de la redevance.

Article 7 : Le formulaire dûment rempli doit être déposé au fonds de développement du secteur de l'eau entre le 10 et le 20 du mois qui suit la fin de chaque trimestre.

Le recouvrement de la redevance, dans les délais requis, est précédé d'un état de liquidation et d'un ordre de recette établi par le fonds de développement du secteur de l'eau, à l'ordre de l'opérateur concerné.

L'état de liquidation indique distinctement la répartition de la recette entre les différents bénéficiaires.

Article 8 : L'acquittement des sommes relatives à la redevance due par les producteurs autonomes de l'eau se fait auprès de l'agent comptable du fonds de développement du secteur de l'eau, en contrepartie d'une quittance.

L'acquittement se fait, soit par virement ou par chèque libellé au nom du fonds de développement du secteur de l'électricité, soit par remise d'espèces.

Article 9 : Toute erreur ou omission dans la déclaration du redevable est d'office redressée par le fonds de développement du secteur de l'eau sur la base des éléments de contrôle mis à sa disposition par l'organe de régulation du secteur de l'eau.

Le redressement est notifié au redevable dans un délai maximum de trente (15) jours à compter de la date de réception de la déclaration.

Article 10 : En cas de déclaration tardive ou d'absence de déclaration, le fonds de développement du secteur de l'eau procède au calcul et à la détermination du montant de la redevance, sur la base des éléments mis à sa disposition et, éventuellement, ceux résultant des contrôles effectués par l'organe de régulation du secteur de l'eau.

Article 11 : En cas de cessation d'activités, la déclaration doit être faite dans un délai de quinze (15) jours, à compter du jour de la fermeture définitive.

Article 12 : Tout retard constaté dans le paiement de la redevance entraîne, sans préjudice des autres sanctions prévues par la loi n° 13-2003 du 10 avril 2003 portant code de l'eau, une majoration de 10% du droit exigible.

En cas de défaut de paiement, le montant de la redevance dû est majoré de 100%.

Article 13 : Le paiement des parts de la redevance et des amendes à affecter au trésor public et aux agences bénéficiaires se fait, soit par remise de chèques, soit par virement effectué par l'agent comptable du fonds de développement du secteur de l'eau.

Article 14 : Le directeur général du trésor public, le directeur général de l'organe de régulation du secteur de

l'eau ainsi que le directeur général du fonds de développement du secteur de l'eau sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 15 : Le présent arrêté sera enregistré, publié au Journal officiel et communiqué partout où besoin sera.

Fait à Brazzaville, le 25 mars 2019

Le ministre de l'énergie et de l'hydraulique,

Serge Blaise ZONIABA

Le ministre des finances et du budget,

Calixte NGANONGO

MINISTERE DES AFFAIRES FONCIERES ET DU DOMAINE PUBLIC

Arrêté n° 5485 du 29 mars 2019 portant cessibilité d'un terrain rural d'une superficie de cinquante hectares cinquante ares (50ha 50a), situé au lieu-dit « NKOUGNI », district de Mvouti, département du Kouilou

Le ministre des affaires foncières et du domaine public, chargé des relations avec le Parlement,

Vu la Constitution ;

Vu la loi n° 27-81 du 27 août 1981 portant institution, organisation et fonctionnement du cadastre national ;
Vu la loi n° 021-88 du 17 septembre 1998 sur l'aménagement et l'urbanisme ;

Vu la loi n° 09-2004 du 26 mars 2004 portant code du domaine ;

Vu la loi n° 10-2004 du 26 mars 2004 fixant les principes généraux applicables aux régimes domaniaux et foncier ;

Vu la loi n° 11-2004 du 26 mars 2004 portant procédure d'expropriation pour cause d'utilité publique ;

Vu la loi n° 25-2008 du 22 septembre 2008 portant régime agro-foncier ;

Vu la loi n° 21-2018 du 13 juin 2018 fixant les règles d'occupation et d'acquisition des terres et terrains ;

Vu le décret n° 2017-371 du 21 août 2017 portant nomination du Premier ministre, chef du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2017-373 du 22 août 2017 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2017-407 du 10 octobre 2017 relatif aux attributions du ministre des affaires foncières et du domaine public, chargé des relations avec le Parlement ;

Vu l'arrêté n° 7688 du 11 septembre 2018 déclarant d'utilité publique, l'acquisition foncière et les travaux d'érection d'une base vie industrielle au lieu-dit « NKOUGNI », district de Mvouti, département du Kouilou,

Arrête :

Article premier : Est déclaré cessible, le terrain rural d'une superficie de cinquante hectares cinquante ares (50ha 50a) du site devant abriter la base vie industrielle de la société EMERSON-bois, au lieu-dit « NKOUGNI », district de Mvouti, département du Kouilou.

Article 2 : Les propriétés et les droits réels immobiliers qui s'y grèvent, visés à l'article premier ci-dessus sont constitués d'un terrain rural non bâti.

Ce terrain rural qui a fait l'objet d'une expropriation pour cause d'utilité publique est incorporé au domaine public de l'Etat.

Article 3 : Les propriétaires des actifs agricoles et la famille détentrice des terres coutumières dont relève ce terrain rural visé à l'article premier du présent arrêté, bénéficieront d'une indemnité d'expropriation juste et préalable dûment évaluée.

Il s'agit de :

1) **LOUMANI - MAKOSSO (Germaine)**

Spéculation : Safoutier
Nombre de pieds : 18

Spéculation : Avocats
Nombre de pieds : 01

Spéculation : Bananier
Nombre de pieds : 14

Spéculation : Ananeraie
Nombre de pieds : /
Superficie (m²) : 765

2) **MAVOUNGOU MOUTOU (Corentine)**

Spéculation : Bananier
Nombre de pieds : 22

Spéculation : Manioc
Nombre de pieds : /
Superficie (m²) : 3.350

3) **HOLLA-MAKOSSO (Guy Sylvestre)**

Spéculation : Safoutier
Nombre de pieds : 16

Spéculation : Avocatier
Nombre de pieds : 2

4) **HOLLA KIMBINDA (Nuptia)**

Spéculation : Bananier
Nombre de pieds : 11

5) **KITEMBO (Emilienne)**

Spéculation : Safoutier
Nombre de pieds : 21
Spéculation : Avocatier
Nombre de pieds : 12

Spéculation : Oranger
Nombre de pieds : 02

Spéculation : Manguier
Nombre de pieds : 02

Spéculation : Corossolier
Nombre de pieds : 01

Spéculation : Citronnier
Nombre de pieds : 02

Spéculation : Bananier
Nombre de pieds : 114

Spéculation : Ananas
Nombre de pieds : 33

Spéculation : Manioc
Nombre de pieds : /

Superficie (m²) : 1.217

6) **NGUIMBI (Olga) / NDEMBI KITOULA (Antoinette)**

Spéculation : Safoutier
Nombre de pieds : 26

Spéculation : Avocatier
Nombre de pieds : 06

Spéculation : Manguier
Nombre de pieds : 01

Spéculation : Bananier
Nombre de pieds : 55

Spéculation : Manioc
Nombre de pieds : /
Superficie (m²) : 697,5

7) **MASSIALA (Léon)**

Spéculation : Safoutier
Nombre de pieds : 23

Spéculation : Avocatier
Nombre de pieds : 04

Spéculation : Manguier
Nombre de pieds : 01
Superficie (m²) : /

8) **HOLLA MOUSSOUNDA (Bienvenu)**

Spéculation : Safoutier
Nombre de pieds : 17

Spéculation : Avocatier
Nombre de pieds : 05

Spéculation : Mandarinier
Nombre de pieds : 01

Spéculation : Manguier
Nombre de pieds : 01
Superficie (m²) : /

9) **MAMBOU (Evariste)**

Spéculation : Safoutier
Nombre de pieds : 36

Spéculation : Avocatier
 Nombre de pieds : 08
 Superficie (m²) : /

10) **MAMBOU (Yannick)**

Spéculation : Safoutier
 Nombre de pieds : 47

Spéculation : Avocatier
 Nombre de pieds : 05

Spéculation : Mandarinier
 Nombre de pieds : 01

Spéculation : Oranger
 Nombre de pieds : 01

Spéculation : Manguier
 Nombre de pieds : 01

Spéculation : Bananier
 Nombre de pieds : 12
 Superficie (m²) : /

11) **MAMBOU AYELE (Natacha)**

Spéculation : Safoutier
 Nombre de pieds : 08

Spéculation : Avocatier
 Nombre de pieds : 01
 Superficie (m²) : /

12) **MAMBOU NOMBO (Resterance)**

Spéculation : Safoutier
 Nombre de pieds : 31

Spéculation : Avocatier
 Nombre de pieds : 05

Spéculation : Manguier
 Nombre de pieds : 01

Spéculation : Mandarinier
 Nombre de pieds : 03
 Superficie (m²) : /

13) **TATY BISSELO**

Spéculation : Safoutier
 Nombre de pieds : 06

Spéculation : Avocatier
 Nombre de pieds : 05

Spéculation : Manguier
 Nombre de pieds : 03
 Superficie (m²) : /

14) **PEMBA (Jeanne)**

Spéculation : Manioc
 Nombre de pieds : /

Spéculation : Bananier
 Nombre de pieds : 13
 Superficie (m²) : 3.220

15) **NGOMA (Félix)**

Spéculation : Safoutier
 Nombre de pieds : 38

Spéculation : Avocatier
 Nombre de pieds : 46

Spéculation : Oranger
 Nombre de pieds : 06

Spéculation : Mandarinier
 Nombre de pieds : 01

Spéculation : Corossolier
 Nombre de pieds : 01

Spéculation : Bananier
 Nombre de pieds : 156

Spéculation : Manioc
 Superficie (m²) : 10.000

16) **MAKAYA (Donatien)**

Spéculation : Safoutier
 Nombre de pieds : 83

Spéculation : Avocatier
 Nombre de pieds : 07

Spéculation : Corossolier
 Nombre de pieds : 10

Spéculation : Oranger
 Nombre de pieds : 01

Spéculation : Mandarinier
 Nombre de pieds : 01

Spéculation : Bananier
 Nombre de pieds : 24
 Spéculation : Ananas
 Nombre de pieds : 21
 Superficie (m²) : /

17) **MVOUNDA (Françoise)**

Spéculation : Safoutier
 Nombre de pieds : 17

Spéculation : Avocatier
 Nombre de pieds : 04

Spéculation : Manguier
 Nombre de pieds : 01

Spéculation : Mandarinier
 Nombre de pieds : 01
 Superficie (m²) : /

18) NDEMBI KITOULA (Antoinette)

Spéculation : Safoutier
Nombre de pieds : 09

Spéculation : Avocatier
Nombre de pieds : 02

Spéculation : Bananier
Nombre de pieds : 18

Spéculation : Manioc
Superficie (m²) : 1.650

19) MOUANDA (Martin)

Spéculation : Safoutier
Nombre de pieds : 08

Spéculation : Avocatier
Nombre de pieds : 02

Spéculation : Manguier
Nombre de pieds : 01
Superficie (m²) : /

20) MOUANDA (Destin)

Spéculation : Safoutier
Nombre de pieds : 12

Spéculation : Avocatier
Nombre de pieds : 04

Spéculation : Mandarinier
Nombre de pieds : 01

Spéculation : Manguier
Nombre de pieds : 02

Spéculation : Bananier
Nombre de pieds : 21
Superficie (m²) : /

21) MOUANDA MAVOUNGOU

Spéculation : Safoutier
Nombre de pieds : 19

Spéculation : Avocatier
Nombre de pieds : 03

Spéculation : Mandarinier
Nombre de pieds : 01
Superficie (m²) : /

22) MVOUMOU (Arthur)

Spéculation : Safoutier
Nombre de pieds : 14

Spéculation : Avocatier
Nombre de pieds : 02

Spéculation : Manguier
Nombre de pieds : 01

Spéculation : Bananier
Nombre de pieds : 03
Superficie (m²) : /

23) MOUDIEBE NKENGUE (Mireille)

Spéculation : Safoutier
Nombre de pieds : 26

Spéculation : Avocatier
Nombre de pieds : 03

Spéculation : Kolatier
Nombre de pieds : 01
Superficie (m²) : /

24) BOLLY TOUNGA (Nicolas)

Spéculation : Safoutier
Nombre de pieds : 36

Spéculation : Avocatier
Nombre de pieds : 06

Spéculation : Manguier
Nombre de pieds : 03

Spéculation : Bananier
Nombre de pieds : 42
Superficie (m²) : /

25) MAVOUNGOU (François)

Spéculation : Bananier
Nombre de pieds : 05
Superficie (m²) : /

26) MBOUSSI (Agnès)

Spéculation : Safoutier
Nombre de pieds : 03
Superficie (m²) : /

27) LOUSSOUENA (Gilbert)

Spéculation : Bananier
Nombre de pieds : 19
Superficie (m²) : /

28) Mr ou Mme X

Spéculation : Bananier
Nombre de pieds : 02
Superficie (m²) : /

29) MBOUMBA (Julienne)

Spéculation : Safoutier
Nombre de pieds : 21

Spéculation : Manguier
Nombre de pieds : 03

Spéculation : Oranger
Nombre de pieds : 01

Spéculation : Citronnier
Nombre de pieds : 01

Spéculation : Bananier
Nombre de pieds : 04
Superficie (m²) : /

30) MAKAYA (Gildas)

Spéculation : Safoutier
Nombre de pieds : 08

Spéculation : Avocatier
Nombre de pieds : 01

Spéculation : Manguier
Nombre de pieds : 01
Superficie (m²) : /

31) BIYENGO (Pauline)

Spéculation : Bananier
Nombre de pieds : 38
Superficie (m²) : /

32) NOMBO (Félicité)

Spéculation : Safoutier
Nombre de pieds : 10

Spéculation : Avocatier
Nombre de pieds : 01

Spéculation : Manguier
Nombre de pieds : 02
Superficie (m²) : /

33) MATOUBA (Jean)

Spéculation : Safoutier
Nombre de pieds : 43

Spéculation : Avocatier
Nombre de pieds : 14

Spéculation : Manguier
Nombre de pieds : 04

Spéculation : Ananas
Nombre de pieds : 24

Spéculation : Bananier
Nombre de pieds : 61

Spéculation : Manioc
Superficie (m²) : 5.686,50

34) BISSOBOULA (Georges)

Spéculation : Safoutier
Nombre de pieds : 11

Spéculation : Bananier
Nombre de pieds : 32
Superficie (m²) : /

35) KITEMBO (Olivier)

Spéculation : Safoutier
Nombre de pieds : 02

Spéculation : Citronnier
Nombre de pieds : 02

Spéculation : Manguier
Nombre de pieds : 01

Spéculation : Bananier
Nombre de pieds : 06
Superficie (m²) : /

36) PAMBOU (Pauline)

Spéculation : Safoutier
Nombre de pieds : 02

Spéculation : Avocatier
Nombre de pieds : 01

Spéculation : Bananier
Nombre de pieds : 38

Spéculation : Ananas
Nombre de pieds : 04
Superficie (m²) : /

37) PAMBOU (Adèle)

Spéculation : Safoutier
Nombre de pieds : 06

Spéculation : Avocatier
Nombre de pieds : 06

Spéculation : Bananier
Nombre de pieds : 54

Spéculation : Ananas
Nombre de pieds : 10
Superficie (m²) : /

38) NDEMBI (Louis Marie)

Spéculation : Avocatier
Nombre de pieds : 03

Spéculation : Bananier
Nombre de pieds : 17
Superficie (m²) : /

39) BOLLY LOUEMBA (André)

Spéculation : Safoutier
Nombre de pieds : 37

Spéculation : Avocatier
Nombre de pieds : 10

Spéculation : Cacaoyer
Nombre de pieds : 01

Spéculation : Mandarinier
Nombre de pieds : 02

Spéculation : Manguiers
 Nombre de pieds : 02
 Superficie (m²) : /

40) **BOUITY (Charles)**

Spéculation : Safoutier
 Nombre de pieds : 02

Spéculation : Manguiers
 Nombre de pieds : 01
 Superficie (m²) : /

41) **POUELE (Landry)**

Spéculation : Safoutier
 Nombre de pieds : 18

Spéculation : Avocatier
 Nombre de pieds : 02

Spéculation : Bananier
 Nombre de pieds : 02
 Superficie (m²) : /

42) **MAKAYA (Cardesse)**

Spéculation : Safoutier
 Nombre de pieds : 17

Spéculation : Bananier
 Nombre de pieds : 70
 Superficie (m²) : /

43) **NGOUNGA (Henriette)**

Spéculation : Safoutier
 Nombre de pieds : 10

Spéculation : Avocatier
 Nombre de pieds : 04
 Superficie (m²) : /

44) **BAKA (Donatien)**

Spéculation : Safoutier
 Nombre de pieds : 36

Spéculation : Avocatier
 Nombre de pieds : 03

Spéculation : Mangoustanier
 Nombre de pieds : 03

Spéculation : Mandarinier
 Nombre de pieds : 02

Spéculation : Oranger
 Nombre de pieds : 02

Spéculation : Papayer
 Nombre de pieds : 03

Spéculation : Ananas
 Nombre de pieds : 21

Spéculation : Bananier
 Nombre de pieds : 57

Spéculation : Bananeraie
 Nombre de pieds : /
 Superficie (m²) : 6.098,50

Spéculation : Ananeraie
 Nombre de pieds : /
 Superficie (m²) : 1.92477

Spéculation : Manioc
 Nombre de pieds : /
 Superficie (m²) : 5 848

Spéculation : Palmier à huile
 Nombre de pieds : 02

45) **BILALA (Diane)**

Spéculation : Safoutier
 Nombre de pieds : 04

Spéculation : Manguiers
 Nombre de pieds : 01
 Superficie (m²) : /

46) **BILONGO (Jean Baptiste)**

Spéculation : Safoutier
 Nombre de pieds : 06

Spéculation : Citronnier
 Nombre de pieds : 01

Spéculation : Corossolier
 Nombre de pieds : 01
 Superficie (m²) : /

47) **MAKOSSO MBOUMBA (Sylvie)**

Spéculation : Safoutier
 Nombre de pieds : 45

Spéculation : Avocatier
 Nombre de pieds : 22

Spéculation : Manguiers
 Nombre de pieds : 06

Spéculation : Oranger
 Nombre de pieds : 03

Spéculation : Citronier
 Nombre de pieds : 05

Spéculation : Palmier à huile
 Nombre de pieds : 08

Spéculation : Annaneraie
 Superficie (m²) : 2108,14

48) **MAKOSSO BOUANGA (Bernadette)**

Spéculation : Safoutier
 Nombre de pieds : 34

Spéculation : Avocatier
Nombre de pieds : 19

Spéculation : Corossolier
Nombre de pieds : 06

Spéculation : Mandarinier
Nombre de pieds : 08

Spéculation : Manguiers
Nombre de pieds : 05

Spéculation : Ananas
Nombre de pieds : 56

Spéculation : Manioc
Superficie (m²) : 7425

49) **MAKOSSO (Hugues Fabrice)**

Spéculation : Safoutier
Nombre de pieds : 26

Spéculation : Avocatier
Nombre de pieds : 18

Spéculation : Manguiers
Nombre de pieds : 04

Spéculation : Oranger
Nombre de pieds : 07

Spéculation : Mandarinier
Nombre de pieds : 05

Spéculation : Bananier
Nombre de pieds : 69

Spéculation : Manioc
Superficie (m²) : 965,67

50) **MBANI (Gamille Laplasse)**

Spéculation : Safoutier
Nombre de pieds : 24

Spéculation : Avocatier
Nombre de pieds : 08

Spéculation : Corrossolier
Nombre de pieds : 03

Spéculation : Oranger
Nombre de pieds : 02

Spéculation : bananier
Nombre de pieds : 38
Superficie (m²) : /

51) Famille détentrice des terres coutumières

Tenue foncière :

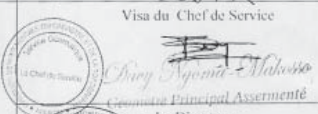

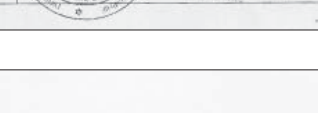
Article 4 : Les conventions passées postérieurement à la date du présent arrêté entre les propriétaires des actifs agricoles et la famille détentrice de ces terres coutumières, n'affectent pas la procédure d'expropriation y afférente.

Article 5 : Le présent arrêté sera transcrit dans les registres de la conservation des hypothèques et de la propriété foncière, et notifié aux expropriés des actifs agricoles et à la famille détentrice des droits réels sur ce terrain rural.

Article 6 : Le présent arrêté sera enregistré, publié au Journal officiel de la République du Congo et communiqué partout où besoin sera.

Fait à Brazzaville, le 29 mars 2019

Pierre MABIALA

REPUBLIQUE DU CONGO			DIRECTION GENERALE DES AFFAIRES FONCIERES DU CADASTRE ET DE LA TOPOGRAPHIE	
DIRECTION INTERDEPARTEMENTALE DU KOUILOU/POINTE-NOIRE				
PLAN DE DELIMITATION D'UN TERRAIN RURAL				
Section : /	Bloc : /	Domaine	Demandé par :	
Superficie : 505 000,00 m ² soit 50ha 50a 00ca			ETAT CONGOLAIS (Société Emerson Bois)	
Lieu : Village Nkougni			Date le: 17 DEC. 2019	
Sous-préfecture de Mvouti			Enregistré sous le n° 09672	
Département du Kouilou			Visa du Chef de Service	
Levé et Dressé par : Serge Aloïse MBOUKOU			 Le Chef de Service	
Collaborateur : Rufin NGOUMA			 Le Directeur	
Dessiné par : Davy NGOMA-MAKOSSO			 Le Directeur	
Echelle: 1/10000				
Mise à jour le :				



B - TEXTES PARTICULIERS**MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE,
DE LA REFORME DE L'ETAT, DU TRAVAIL
ET DE LA SECURITE SOCIALE**

NOMINATION

Arrêté n° 5166 du 25 mars 2019.

M. **ASSOUA (Gullit Djanel)** est nommé attaché à la modernisation de l'administration en remplacement de M. **ONDZOBOKO TSAMBI (Alex)**.

L'intéressé percevra les indemnités prévues par les textes en vigueur.

Arrêté n° 5468 du 28 mars 2019. M. **YOMBI (Franchely Vianel)** est nommé attaché aux droits humains en remplacement de M. **WANDO (Yves Cédrique)**.

L'intéressé percevra les indemnités prévues par les textes en vigueur.

MINISTERE DES FINANCES ET DU BUDGETAGREMENT
(RETRAIT)

Arrêté n° 5467 du 28 mars 2019 portant retrait de l'agrément de la société Netcare Congo en qualité de société de courtage en assurance médicale et évacuation sanitaire

Le ministre des finances et du budget,

Vu la Constitution ;

Vu le traité du 10 juillet 1992 instituant une organisation intégrée de l'industrie des assurances dans les Etats africains ;

Vu le code des assurances des Etats membres de la conférence interafricaine des marchés d'assurances, notamment en son livre V relatif aux agents généraux, courtiers et autres intermédiaires d'assurance et capitalisation ;

Vu le décret n° 95-94 du 9 mai 1995 portant libéralisation de l'industrie des assurances au Congo ;

Vu le décret n° 2017-373 du 22 août 2017 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2017-406 du 10 octobre 2017 relatif aux attributions du ministre des finances et du budget,

Arrête :

Article premier : Est retiré, l'agrément de la société Netcare Congo en qualité de société de courtage en assurance médicale et évacuation sanitaire.

A cet effet, elle n'est plus autorisée à réaliser les opérations de courtage en assurance médicale et évacuation sanitaire conformément aux dispositions du livre V du code des assurances des Etats membres de la conférence interafricaine des marchés d'assurances.

Article 2 : Le directeur général des institutions financières nationales est chargé de l'application du présent arrêté.

Article 3 : Le présent arrêté, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires, notamment l'arrêté n° 2346 du 31 décembre 1999 portant agrément de la société Netcare en qualité de société de courtage en assurance médicale et évacuation sanitaire, sera enregistré et publié au Journal officiel de la République du Congo,

Fait à Brazzaville, le 28 mars 2019

Calixte NGANONGO

AGREMENT

Arrêté n° 5471 du 28 mars 2019 portant agrément de la société « Loyal Conseils Assurances » en qualité de société de courtage en assurance et réassurance

Le ministre des finances et du budget,

Vu la Constitution ;

Vu le traité 10 juillet 1992 instituant une organisation intégrée de l'industrie des assurances dans les Etats africains ;

Vu le code des assurances des Etats membres de la conférence interafricaine des marchés d'assurances, notamment en son livre V relatif aux agents généraux, courtiers et autres intermédiaires d'assurance et de capitalisation ;

Vu la loi n° 13-94 du 17 juin 1994 autorisant la ratification du traité instituant une obligation intégrée de l'industrie des assurances des pays africains ;

Vu le décret n° 95-94 du 9 mai 1995 portant libéralisation de l'industrie des assurances au Congo ;

Vu le décret n° 2010-561 du 3 août 2010 portant attributions et organisation de la direction générale des institutions financières nationales ;

Vu le décret n° 2017-373 du 22 août 2017 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2017-406 du 10 octobre 2017 relatif aux attributions du ministre des finances et budget,

Arrête :

Article premier : La société « Loyal Conseils Assurances » est agréée en qualité de société de courtage en assurance et réassurance.

A cet effet, elle est autorisée à réaliser les opérations de courtage en assurance, conformément aux dispositions du livre V du code des assurances des Etats membres de la conférence interafricaine des marchés d'assurances.

Article 2 : Le directeur général des institutions financières nationales est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré et publié au Journal officiel de la République du Congo.

Fait à Brazzaville, le 28 mars 2019

Calixte NGANONGO

**MINISTERE DES PETITES ET MOYENNES
ENTREPRISES, DE L'ARTISANAT ET DU
SECTEUR INFORMEL**

NOMINATION

Arrêté n° 5469 du 28 mars 2019. Sont nommés au cabinet du ministre des petites et moyennes entreprises, de l'artisanat et du secteur informel les cadres et agents dont les noms, prénoms et fonctions suivent :

MM. :

- **BATANGOUNA (Auguste)**, conseiller aux petites et moyennes entreprises ;
- **NGUIMBI DEBOUM'S (Léopold)**, conseiller à la coordination des structures sous-tutelle ;
- **KOUBAKA (Vivien)**, attaché administratif et juridique ;
- Mlle **NDZOUNBA NTSANA (Chancelvie)**, attachée à la coordination des structures sous-tutelle.

Les intéressés percevront les indemnités de fonction prévues par les textes en vigueur.

Le présent arrêté prend effet à compter de sa date de signature.

**MINISTERE DE LA JEUNESSE
ET DE L'EDUCATION CIVIQUE**

NOMINATION

Décret n° 2019-59 du 28 mars 2019. Sont nommés membres de l'assemblée générale du Conseil consultatif de la jeunesse :

Pour les départements (119)

Brazzaville (10) :

- **GAVET (Juste Bernardin)**
- **IBATA (Lucien Emmanuel Francky)**
- **BOUYA OSSEREE (Duhamel)**
- **MBOUMBA (Grâce Claricia)**
- **IBARA (Roy)**
- **DIANTSATOU BAMBELA (Versatile)**
- **NDEVOLO (Gloire)**
- **AHOUE IKOBO (Fleury Nevil)**
- **MAYATA (Prudence)**
- **YOKA (Lesly Illytch Vladimir).**

Pool (15)

- **NGANGA (Christian Evaldy Serge)**
- **MOUANGA BAKOUSSEBO (Freddid)**
- **MAHOUKOU KIBONGUI (Odilon)**
- **BABAKANA (Claude Marole)**
- **MAYINGUILA KIANGOU (Espérance Loraine)**
- **MBOUKI (Serge Ferdinand)**
- **SAMBA MIENANZAMBI (Ange Lofrand)**
- **BALECKITA NAKAVOUA (Ermelaine Tecia)**
- **MOUYOKOLO (Brèche)**
- **BIKOUTA MATONDO (Steve Fridolin)**

- **HOMBISSA (Destinée Merveille)**
- **KINKELA (Lucie)**
- **MAMPOUYA (Lilian)**
- **YIRIBITA NKOUKA (Neupthalie Luce)**
- **MASSAMBA (Steff).**

Plateaux (12)

- **ALLAKOUA (Ludovic Marius)**
- **GALLOY PEHAT (Mercia)**
- **MONGO ETA (Giscard)**
- **ESSAMI (Franck)**
- **BAKEKAMI (Clovis)**
- **OKOUEOUNA (Stéphane Hugues Noé)**
- **DZOUKIONE-GONIOLO (Gislande)**
- **ESSOU (Brown)**
- **OSSAN (Gladys Laurita)**
- **BOSSI (Gabin)**
- **EBATA-ONTARI (Rapp Yohan)**
- **AKOUYA IGNONGUI (Mygra).**

Cuvette (12)

- **ELENGA (Destin Durville)**
- **MONDOUJI (Roland Doris)**
- **MBONGOBOU GNOSE (Julie Ruth)**
- **NGOULOUNGOULOU EBONDA (Julion Rick)**
- **IBATA ELENGA (Yannick Dormitude)**
- **EKOUESEMBAYE (Josse)**
- **MOLENGA EKOLA (Diane Gladivie)**
- **ELANGUE MONGO (Ardy Diodes)**
- **ATA NKOBIA (Berluch)**
- **OKEILI (Marina)**
- **DZAMBO (Hugo Polémique Bad)**
- **NGASSAKI (Melchan).**

Cuvette-Ouest (07)

- **BAKEKAMI (Diam's)**
- **NTSIELI (Rochidenne)**
- **ABONDA NGOLO (Ygor)**
- **BONDZO OSSERE (Geordon)**
- **ETOUOLO (Aymard)**
- **MOYANI (Bruno)**
- **YABELE EYOKA (Ulrich Stève Hector).**

Kouilou (06)

- **MALONDA MOUELET (Sylva Daley)**
- **TCHIAMOU (Jordan)**
- **MAKOUNDI MALINDI (Jean Pierre)**
- **NKOUKA (Bolloré)**
- **KOUMBA SAFOU (Donatien)**
- **POUTY (Alain).**

Pointe-Noire (07)

- **NGUIMBI NKIOURONLA (Ornela)**
- **NGAKOSSO AKOUELE OKANDZE (Salech)**
- **PAKA CASTILLO (André Davy)**
- **NGOBI LENDZO (Naul Analuche)**
- **KANDO (Yannick Christ Olsen)**
- **MAC NSONDET (Idet Rachel Kopt)**
- **BIGALA (Dirk Rojas).**

Niari (16)

- **MOUANDA SOULOUKA** (Giscard)
- **MOUTAKALA KENZO** (Bertrand)
- **BADJINA-MVOUBOU** (Ismène Livie)
- **MOUYAMA** (Fréderol)
- **KOUMBA MBOKO** (Patience)
- **MBOUMBA NIANGUI** (Grâce Princia)
- **BOUKITA** (Firmin)
- **IBOUANGA** (Roslin Duguèse)
- **LIKIBI NDEMBE NIATY** (Yves Alain)
- **PENDANGOYI** (Goltron Ferry)
- **LIYINDA KELIAKELI** (Franc-Geska)
- **KOUEKI** (Rey Clark Gabin)
- **ITSOUKOU MAPASSI** (Gonze Claerd)
- **MAKOSSO-YEMBI** (Mégane)
- **BOULINGUI MOULOUNGUI** (Prisca Aubin)
- **MOUSSODJI** (Grâce).

Bouenza (12)

- **NSIENSIE MAVOUANGA** (Gladys)
- **MABIALA MBOYO** (Inès Brunelle)
- **TSIKA NGUEMBO** (Bonheur Frutachina)
- **NGOUALA** (Leticia)
- **MAKOUNGA** (Gilles Romaric)
- **TSIBA LIKIBI** (Franchard Godlive)
- **MANIONGUI MOUKALA** (Florent)
- **KILEBE** (Prestie)
- **MAKITA MOUKOKO** (Arth)
- **BAKOUMINA** (Christ)
- **MABIALA BAFOUKA** (Serge Ivanov)
- **NGUIMBI** (Gildas Odilon).

Lékoumou (06)

- **NZOULOU** (Leister)
- **BAMBAMA NGOUAKA** (Laurette)
- **KOUSSOUKAMA MOUANDA** (Prudh)
- **NGONO MBERI** (Surprise Cheril)
- **MOUKONGOLA** (Carmel)
- **MBANI NGOUAMA** (Rwuntch).

Sangha (08)

- **OYOMBO-ETOMA** (Ricus Wilsonn)
- **NKORI** (Regis Labin Fériol)
- **LENKA** (Joel)
- **KEOUOSSO** (Crépin)
- **KIBOKIRI** (Guyle)
- **ZOKADOUMA** (Dieu-Merci)
- **AMBENGA** (Bouba)
- **AVEDANG ZEDONGO** (Judelle Michaelle).

Likouala (08)

- **EBENGUE** (Delpra Caprice)
- **MOKELO** (Rosine)
- **LIKOLO** (Péa)
- **MOKASSA** (Defora)
- **ESSAKA** (Sharon)
- **EBANDZA OWASSA** (Nortien)
- **MONGOU** (Tichique)
- **BANONGUI** (Naomie Valencia).

Pour les associations (95)

- **NKOUKA** (Germain Josée)
- **BENDO MAHOUNGOU** (Blandy)
- **MASSENGO NSONGOLA** (Reiche Diauvani)
- **MAOUAKANY** (Severin Armel)
- **AKOUBA NDZOUANA** (Franck Maxim)
- **MBIAKOLO** (Benit Dorcas Davina)
- **ITOUA APENDI** (Princia Marmelle)
- **DONTSON GAMBOU** (Aggée)
- **OKO OLEBA** (Bobel)
- **OKOKO KESSE** (Alexandre Mercier)
- **KOUMBA MABOUNDA** (Carmel Gonthier)
- **NKOLI OKOOU** (Norliand Cardin)
- **ANTSIELET TOMBO** (Katy Solviane Helena)
- **GOUEMB'ONZE** (Christ Urbain)
- **GANONGO** (Grace George)
- **SAMBA BOUDIMBOU** (Chancy Blondel)
- **MIKOUIZA MILEMBOLO** (Miche)
- **MASSAMBA GANGA** (Belkis Séphora)
- **PEMOSSO KOUMBA** (Alliance Baudruche)
- **ONDONGO** (Rustand Fresnel)
- **NGOMBET** (Grace Christelle)
- **MOULOUNGUI-MOUNGUENGUI** (Davy)
- **OTETE** (Gédéon)
- **MOYO MALANDA** (Théophile)
- **NGANGA** (Detheresa Emmanuelle)
- **MITONINI MALANDA** (Christ Jorden)
- **BIAMBOULI BOUBEKA** (Dénis Stefls)
- **BOUKA MBOUMBA** (Amal Goda)
- **OBILI** (Juvenale)
- **LENDANGA** (Gracia Godelh)
- **LOUSSAKOU MAKILA** (Baudelaire Maixant)
- **IBADJI IBADJI** (Stéphane)
- **NZENGUE-NZONDO** (Rachis Grandieux)
- **ITOBA** (Espoir Jofrem)
- **MABIKA** (Laudhy Fardes)
- **KOULIMAYA** (Florian Fréro Remy)
- **OLOUMBI** (Lyoce Anove)
- **MABICKA** (Rev-Al J complexe)
- **MAGNONDO DIELLET** (Jyer Steven)
- **BAKISSI MFOUTI** (Puchda My-cœur)
- **BADIA MALANDA** (Dolores Princia)
- **NGOMA SAMBA** (Djelmie Bladérole)
- **MAKAYA** (Beldevie Heureux)
- **NGODJO LOUVOSSO** (Lionel Rytchié)
- **ALOUKI OBOUEMBE** (Marion)
- **ONDZE** (Urbain Wenceslas)
- **NDZALET** (Franck Leger)
- **TCHITEMBO LOEMBA** (Samia Gilbert Shananda)
- **MOYABAT NOUMAZALAY** (Franck Linda)
- **MOUKOUERI LOUKINZA** (Lozere)
- **LOUBAKI MAKELA** (Grace)
- **NDINGA IPOYI** (Revaut Romaic)
- **BENAZO** (Christopher Paolo)
- **NTSIKA** (Jean Rémi)
- **MABIALA NZOUMBA** (Felène Mathurine)
- **NDONGUI** (Jean Précylhia)
- **POATY ANDZOLIET** (Medecine)
- **ANDZEMBA NGOYI** (Abel Second)
- **ISSABOU NDINGA** (Andis)

- **NZAOU MAKAYA (Sagesse Belvisie)**
- **DE IBENDE (Rebecca)**
- **MAVOUNGOU (Japhet)**
- **ITOUA (Pacaline Chrismat Divine)**
- **TSOUMOU (Ganifal Chrisostone)**
- **KIBA LETSOLO (Francette Jespère)**
- **MONGO EBATA (Dominique Chrisbert)**
- **PAMA NGOYO (Jubelin Guelord)**
- **SENGHONKATA (Alfred Kevin)**
- **NZAMBA (Flavien Surprise)**
- **PACKA (Jared)**
- **MANKOU (Véronique)**
- **NGANGA (Louis Praxitele)**
- **MABIKA KINGA (Alman)**
- **AKOUYA (Yverech Bryved)**
- **NAPAME (Winner)**
- **NGANGA BOUKA (Christ)**
- **MOUKOKO MBAN (Hans)**
- **NKONDO MANZAMBI (Come)**
- **NGOULOU MOUKASSA (Christ Norfis)**
- **ELION ZANGHA MOUNIA (Geldha)**
- **OBONA YANGA-YANGA (Gettrya)**
- **LEWA DADY (Boni Paul)**
- **OLEA (Merveil)**
- **LEKAKA LENGONGO (Daria)**
- **OTSIA (Gildas)**
- **ONGOUA (Sirime Christelle)**
- **MAMBOUKOU (Alain Wilfried)**
- **MOUNDANGA MAKANGA (Mikael)**
- **MABIKA NGASSAKI (Jusvi Didier)**
- **MANDZOKOBI MOUNDONGA (Gloria)**
- **KINZONZI (Christelle Francia)**
- **MFOURGA MIERE (Elie)**
- **LOUYINDOULA BANGANA YIYA (Christ)**
- **GOMA-THETET BOSSI (Royal)**
- **MAHINGA (Mikael Tipheret).**

Pour les organisations de jeunesse de partis politiques (23)

- **OPOMBA ILOKI (Fuléonce)**
- **SIDOBE GAH (Armel)**
- **SAINT EUDES SUAMINA FYLLA**
- **MBOKOMBA MATOYA (Marie Grace)**
- **KIMBASSA NZAOU (Alfred Maxime)**
- **MOUANDA (Cyprien)**
- **IVOUMBALA (Gotron Guelor)**
- **PEKA SOUNDA (Hogla Thertsa)**
- **BAKOTANA (Lestia Bénite Félicité)**
- **BINIAKOUNOU MBIZI (Levy-Prince)**
- **GANGA PELET (Julsan Anadelphin)**
- **LEBONGUI (Stève Fréddy)**
- **DUMOND (Alice Lydie Christelvie)**
- **BALLARD (Henri Gil Stève)**
- **MOUSSOUNGOU (Athanase Jaurès)**
- **MAYANITH TSAMOUNA (Marina Princillia)**
- **OBABAKA-BANDZA (Kimb Dieudonné Jacques)**
- **BAKANGANA ZOLA (Maxime)**
- **BASSONGA (Emmanuel)**

- **KIESSI BASSONGA (Quitérie)**
- **OBAMBI (Pierre Klein)**
- **GOUANDIKI (Shia Espérance)**
- **NDINGA OMBONGO (Belvie Dora).**

Pour les confessions religieuses (26)

- **MOLEKA TSIBA (Cédrick)**
- **KOLO KHAASSOUM**
- **AMONA (Annick Valia)**
- **LOEMBA (Paolie Mercier)**
- **MAKANGA (Eulalie)**
- **MAMPASSI MAPAKA (Guilherme Magdala)**
- **TARANDON OBALI**
- **TATY MAKOUNIA (Judicael)**
- **MPIAYI (Chardel Cardorel)**
- **KOUANDZI (Romel Destin)**
- **ONDONO (Bhetia)**
- **NZITOU BEAUSSANGO (Tony Branly)**
- **BOUNGOU-NGOTH (Darech)**
- **KINKONDA NDOGNA (Fidelys Espoir)**
- **LOUZOLO (Michel Bienheureux)**
- **PIOTI (Varolles)**
- **MONGO-BOUYA (Grace Pericles)**
- **MAKOKA (Nordan)**
- **SANGOUET MABAMY (Paule Belgoude)**
- **MATSOUELE NZONZI (Espoir)**
- **MOUKO TSO (Bénite)**
- **MASSAMBA (Gaelle Annuarite)**
- **TCHIBINDA NGOMA (Ginette Ursel)**
- **NGALESSAMI (Elza)**
- **EKIALA GANFERE (Gaby)**
- **MAMPASSI NGOLO (Armand).**

Pour les ordres professionnels (12)

- **MAMBOU LOUKOULA (Josiane)**
- **MEKOYO (Marie Cécile)**
- **SAMBA MOUSSINGA (Virgile Rivet)**
- **NGANDOUNOU (Chris)**
- **OBOU (Pierre Marie Jonathan)**
- **OBIA NADJAM (Rossy Charet)**
- **MAKOUALA OKO (Roland Junior)**
- **EBENGA (Norella)**
- **OKOMBI (Destin)**
- **KOUMOU (Pangui Plenven)**
- **VOUMBO MATOUMONA (Fatima Dominique)**
- **NGOMA (Tony).**

Pour les populations autochtones (12) :

- **NGOUEBARA NGUENONI (Schella)**
- **MBAMA (Chrisna Rolande)**
- **NKORI (Odette Amédée)**
- **NDEMBE MAYODI (Jilcar)**
- **NGANDO (Bernard Octavien)**
- **GOZIM (Urbain)**
- **BAYENI (Franck)**
- **IPEMBA PEA (Chancelvie)**
- **NGUIE (Marlene)**
- **NGONAMBOUA (Jean Bato)**
- **DOUMANGOYE (Tcheri)**
- **MVIRI LAGANE (Myrielle Synthia).**

Pour les Congolais de l'étranger (13) :

- **LEBONDZO GANDOU (Noel Karl)**
- **BABINGUI (Grace Patcheli)**
- **MAVILA (Vanessa Claude)**
- **LENDONGO (Splendide Norbeline)**
- **MAKOSSO COLLINET (Auréole)**
- **BOUNTSANA (Stanislas Bonaventure)**
- **TSIMBA (Ulrich)**
- **OBAMI-KAMA (Céline Genèse)**
- **BONDONGO BOUKAKA (Jean Christ)**
- **MABIALA MOUNIONGUI (Math Ferise)**
- **EBAMBI (Rodelvie Maryelle)**
- **BOULINGUI BOU MALOUANGOU (Samantha)**
- **NGOLO ILOKI (Lyonel Peterson).**

Les intéressés percevront les indemnités prévues par les textes en vigueur.

PARTIE NON OFFICIELLE

- ANNONCE-

DECLARATION D'ASSOCIATIONS

Création

Département de Brazzaville

Année 2014

Récépissé n° 220 du 8 mai 2014. Déclaration au ministère de l'intérieur et de la décentralisation de l'association dénommée : "**EGLISE MISSIONNAIRE DE CHRIST**", en sigle "**E.M.C**". Association à caractère *religieux*. *Objet* : prêcher la parole de Dieu partout dans le monde ; amener les hommes à la repentance et au salut ; former les disciples et implanter des églises là où Dieu le demande. *Siège social* : quartier 421, Tchiniambi II, Loandjili, Pointe-Noire. *Date de la déclaration* : 6 mai 2014.

Récépissé n° 255 du 21 mai 2014. Déclaration au ministère de l'intérieur et de la décentralisation de l'association dénommée : "**COOPERATIF ALLENG FAMILY POUR LE DEVELOPPEMENT**", en sigle "**C.A.F.G.**". Association à caractère *socioéconomique*. *Objet* : contribuer au développement agropastoral et à l'autosuffisance alimentaire ; satisfaire aux besoins de la consommation locale ; accéder aux programmes d'assistance qui permettent des échanges techniques. *Siège social* : 123, rue Abolo, Ouenzé, Brazzaville. *Date de la déclaration* : 2 mai 2014.

Récépissé n° 299 du 16 juin 2014.

Déclaration au ministère de l'intérieur et de la décentralisation de l'association dénommée : "**EGLISE EVANGELIQUE REVELATION DE LA PAROLE DE VIE**", en sigle "**E.E.R.P.V.**". Association à caractère *culturel*. *Objet* : prêcher la parole de Dieu contenue dans la Bible aux hommes pour qu'ils passent des ténèbres à la lumière ; apporter la délivrance au moyen de la parole de Dieu à travers la prédication et la prière. *Siège social* : 129, rue Manguégué, Ouenzé, Brazzaville. *Date de la déclaration* : 10 janvier 2014.

Année 2007

Récépissé n° 420 du 6 décembre 2007.

Déclaration au ministère de l'administration du territoire et de la décentralisation de l'association dénommée : "**FONDATION LA CLOCHE**". Association à caractère *socioéducatif*. *Objet* : apporter un appui au développement, à l'amélioration de la qualité de l'éducation scolaire, de la formation professionnelle, des conditions de santé et de vie des Congolais en milieu urbain et rural. *Siège social* : camp ANAC, quartier Batignolles, Brazzaville. *Date de la déclaration* : 23 novembre 2007.

Année 1994

Récépissé n° 586 du 31 décembre 1994.

Déclaration au ministère de l'intérieur de l'association dénommée : "**BIBLE TABERNACLE**". *Objet* : prêcher la parole de Dieu. *Siège social* : B.P. : 4364, arrondissement 4 Loandjili, Pointe-Noire. *Date de la déclaration* : 24 novembre 1994.

Département de Pointe-Noire

Année 2019

Récépissé n° 0001 du 6 février 2019.

Déclaration à la préfecture du département du Kouilou de l'association dénommée : "**REGARDS FEMININS**". Association à caractère *socio-culturel, philosophique et développement*. *Objet* : impliquer davantage de femmes, courroies de transmission idéales dans l'expression culturelle philosophique et morale de l'humanité ; organiser de petits groupes de séances et des travaux pratiques dans ces différents domaines, destinés à s'amplifier ; promouvoir l'excellence au travers de ces ateliers, en mettant l'accent sur l'évaluation de l'existant ou de l'inexistant ; réussir à élever le besoin culturel de la femme au même que son besoin économique, pour l'insérer dans les réseaux mondiaux. *Siège social* : résidence Missamou Bouiti, route des esclaves, quartier Ntand'Mbulu, village Diosso. *Date de la déclaration* : 31 janvier 2019.

Imprimé dans les ateliers
de l'imprimerie du Journal officiel
B.P.: 2087 Brazzaville